

Mots. Les langages du politique

74 (2004)

Langue(s) et nationalisme(s)

Henri Boyer

Présentation

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Henri Boyer, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 74 | 2004, mis en ligne le 28 avril 2008.

URL : <http://mots.revues.org/5283>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions

<http://mots.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/5283>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

Présentation

Le dossier de recherche de ce numéro propose une approche à plusieurs voix des rapports entre langue(s) et nationalisme(s). Il sollicite d'une part un certain nombre de discours « autorisés » tenus sur cette question, essentiellement au cours du 20^e siècle, d'autre part quelques analyses produites dans plusieurs champs disciplinaires, avec une perspective à dominante sociolinguistique ne privilégiant que quelques-unes des sources disponibles sur le sujet, compte tenu de leur abondance¹. Cette approche est tributaire d'un certain air du temps : on a vu proliférer, en particulier à partir des conflits dans l'ex-Yougoslavie, des propos alarmistes sur les risques de séparatismes engendrés par les nationalismes culturels ou ethniques qui menaceraient des États pourtant considérés comme nationaux (y compris la France)².

En effet, la crainte du « grand retour » des Volksgruppen (Y. Bollmann, Hérodote, n° 105, 2002) est apparemment à l'ordre du jour. Et ici et là, dans la littérature spécialisée, on tend à prendre toutes les distances souhaitables à l'égard des « idéologies nationalistes qui embrasèrent, dans les siècles derniers et jusqu'à un passé récent telle ou telle partie du continent » européen et du « mécanisme » qui fait que « les passions nationalistes peuvent se focaliser sur les langues » (Crépon, 2001, p. 28 et 33). Il s'agit par exemple d'analyses où la confusion semble entretenue sur divers positionnements qui ne s'enchaînent pas nécessairement : autonomisme, nationalisme, indépendantisme (Lacoste, 1998). Ces analyses se nourrissent évidemment de processus politiques de nature identitaire en cours dans un certain nombre de territoires, singulièrement en Europe occidentale.

Le nationalisme est sûrement l'une des idéologies (explicitement politiques)

1. Dans les contributions à ce dossier, lorsque l'on cite en les traduisant en français des énoncés en langue étrangère, on reproduit à la suite ou en note les citations originales supérieures à un fragment de phrase.

2. Voir à ce propos plusieurs livraisons de la revue Hérodote, par exemple, « Périls géopolitiques en France » (n° 80, 1996), « La question de l'Espagne » (n° 91, 1998), « Nationalismes régionaux en Europe » (n° 95, 1999).

qui ont fait couler le plus d'encre durant les deux derniers siècles. Il s'agit bien d'une production idéologique, car l'on peut aisément admettre la perspective constructiviste selon laquelle la nation est, plus ou moins généralement, « le produit [...] d'une construction politique guidée par les mouvements nationalistes dans des contextes sociaux et institutionnels déterminés » (Máiz, 1998, p. 193)³. Cependant on doit également admettre que, en vertu d'une certaine dynamique des mêmes contextes sociaux et institutionnels, « la nation [...] cesse d'être une "communauté imaginée" par des intellectuels et des secteurs minoritaires » pour devenir « une réalité historiquement opérative qui fait qu'une majorité du peuple finit par être convaincue qu'elle existe », comme ce fut le cas en Catalogne espagnole par exemple au cours du 20^e siècle (Beramendi, 1998, p. 53)⁴. On peut donc considérer que, sur la base d'une certaine histoire et d'un certain vécu communautaires, et souvent depuis une périphérie en conflit avec un centre hégémonique, des représentations identitaires peuvent être produites et diffusées au travers de discours performatifs (comme le sont majoritairement les discours politiques) (Reboul, 1980) par des individus ou/et des groupes, n'ayant parfois, au départ, qu'une visée régionaliste. Ces représentations, aidées par certaines circonstances (expansion économique ou démographique de la communauté concernée, discrédit du centre, conflit intercommunautaire ouvert, éventuellement militaire...) peuvent parvenir à constituer un ensemble idéologique articulé dont l'objectif est alors d'établir et de revendiquer la nature nationale de la communauté, et par là même un pouvoir politique autonome. On peut donc avancer que l'idéologie nationaliste, comme articulation de représentations, opère une sélection et une hiérarchisation à partir d'un ensemble de repères identitaires (l'histoire, la langue/la culture, la race, l'ethnie, la religion, le territoire, les valeurs/les traditions collectives...). On pourra ainsi parler de nationalismes à dominante raciale, ou à dominante ethnique, ou de nationalismes à dominante culturelle, catégorie à laquelle est associé évidemment ce que l'on désigne dans ce dossier par nationalisme linguistique⁵.

3. « O producto [...] dunha construción política guiada polos movementos nacionalistas en determinados contextos sociais e institucionais. »

4. « A nación [...] deixa de ser a "comunidade imaxinada" por intelectuais e sectores minoritarios para converterse en realidade historicamente operativa gracias a que a maioría do pobo acaba convencida de que existe. »

5. L'idéologie est considérée ici comme une construction socio-cognitive spécifique, formée par l'association de représentations partagées, ayant vocation à légitimer des discours performatifs et à générer un certain nombre d'opinions et d'actions collectives (Boyer, 2003, p. 9-19). Pour ce qui concerne le nationalisme linguistique comme idéologie politique, qui

Ce cas de figure du nationalisme ne semble pas avoir la faveur d'un auteur qui fait autorité en la matière : Éric Hobsbawm⁶. La position d'Hobsbawm est intéressante précisément en ce qu'elle révèle la difficulté qu'ont certains spécialistes à traiter sereinement (c'est-à-dire sans a priori) et avec rigueur d'un thème qu'on peut considérer sûrement comme polémique, car inscrit dans les tourmentes politiques et militaires des deux derniers siècles. Elle est intéressante également, et c'est plus original, en ce qu'elle tend à minimiser la dimension (socio)linguistique de la construction idéologique nationaliste, et donc à relativiser l'existence d'un nationalisme linguistique.

Ainsi, même s'il est évident que, pour « les théoriciens français » (de la Révolution), la nationalité était « déterminée par la citoyenneté française », il est très excessif d'affirmer que ces mêmes théoriciens « durent se battre avec opiniâtreté contre toute tentative de faire de la langue parlée un critère de la nationalité » (Hobsbawm, 1992, p. 31-32) car, comme le reconnaît le même auteur, « il y a peu de doutes que pour la plupart des jacobins, un Français qui ne parlait pas français était suspect » (ibid, p. 33) : très tôt en effet la Révolution a fait de l'unification linguistique du territoire national en faveur du seul français un enjeu politique majeur pour la nation française (Schlieben-Lange, 1996 ; Boyer, 1991, p. 52-71 ; Boyer, 2003, p. 49-57).

Le nationalisme linguistique fait même l'objet chez Hobsbawm d'une diabolisation sans appel lorsque, à la suite de l'évocation des « liens [évidents] entre racisme et nationalisme » à propos de l'antisémitisme, il est affirmé qu'il « existe une analogie évidente entre la façon dont les racistes insistent sur l'importance de la pureté de la race et les horreurs des croisements entre races, et la façon dont tant de formes de nationalisme linguistique – pour ne pas dire toutes – insistent sur la nécessité de purifier la langue nationale de ses éléments étrangers » (Hobsbawm, 1992, p. 139-140). L'histoire des nationalismes périphériques en Espagne apporte un démenti à une affirmation aussi péremptoire : en effet, si l'on a pu observer l'émergence au 19^e siècle, d'un nationalisme de type racialement au Pays basque (voir la contribution de Lionel Joly), deux autres nationalismes périphériques linguistiques (et bien entendu culturels), le catalan et le galicien, ont fait la démonstration de leur

identifie la communauté linguistique à la nation, il opère évidemment sur l'intracommunautaire et l'intercommunautaire. À propos du concept d'idéologie dans le champ de l'analyse de discours, voir par exemple l'article de Simone Bonnafous dans le Dictionnaire d'analyse du discours, P. Charaudeau et D. Maingueneau (dir.), Paris, Seuil, 2002, p. 300-303.

6. Ainsi pour A. Tabouret-Keller, l'ouvrage d'É. Hobsbawm, Nations et nationalisme depuis 1780, est « une lecture indispensable pour l'étude du thème "Langue et nation" » (Tabouret-Keller, 1996, p. 329).

capacité, d'une part à organiser la résistance communautaire contre l'entreprise linguicide programmée par l'État, singulièrement l'État franquiste⁷, d'autre part à intégrer la complexité sociétale dans leurs objectifs, en matière de politiques linguistiques en premier lieu⁸. De même, à propos des Albanais et du nationalisme albanais, il est quelque peu discutable d'affirmer que « la langue, si elle n'est pas absente, vient en dernier » (Hobsbawn, 1992, p. 72). Paul Garde, tout en observant l'importance des facteurs politiques et culturels, montre comment une divergence dialectale bien réelle a été surmontée, lorsqu'à la fin des années 1960, les Albanais du Kosovo ont accepté d'abandonner leur dialecte guègue, au profit du standard choisi par le nouveau pouvoir albanais et fondé sur le tosque, proclamant ainsi par cette allégeance linguistique leur appartenance à une même communauté nationale, par delà les frontières des États (Garde, 2004).

Pour autant, il n'est pas question ici de faire de la langue le fondement majeur de tout nationalisme. Une évaluation honnête conduit bien sûr à considérer que « si l'on écarte les cas particuliers, il n'y a aucune raison de penser que la langue ait été plus qu'un critère parmi d'autres par lequel les gens indiquent leur appartenance à une collectivité humaine » (Hobsbawn, 1992, p. 83). Mais justement ce sont « les cas particuliers » en question qui intéressent ici le (socio)linguiste, conduit à s'interroger, à partir de réalités parfaitement observables, sur le rapport privilégié qu'entretiennent certaines langues avec des mouvements politiques nationalistes, parfois importants du point de vue de l'audience et qui, lorsqu'ils détiennent le pouvoir (régional, étatique) mettent en œuvre leurs choix nationalistes en matière de politique linguistique.

Ainsi les réflexions proposées dans la section « Recherches » n'ont d'autre ambition que d'être respectueuses des faits et des discours, en essayant d'échapper à un prisme déformant prompt à diaboliser tout nationalisme, surtout s'il émane d'une périphérie, non conforme au modèle « révolutionnaire »/« politique »/« jacobin »... à la française, opposé traditionnellement, on le sait, au modèle germanique « romantique »/« culturel »/« ethnique »... (Hobsbawn, 1992 ; Baggioni, 1997 ; Lacoste, 1998), même si selon Guy Her-

7. Contrairement à l'affirmation d'É. Hobsbawn à propos du « cas où la nation dominante [...] tenta de supprimer de façon active des langues et des cultures mineures », selon qui « jusqu'à la fin du 19^e siècle, ce fut rare hors de France » (Hobsbawn, 1992, p. 52), l'État espagnol s'est livré depuis le 18^e siècle à « un castillano-centrisme "linguicide" et "glottophage" » (F. Martin dans Boyer, Lagarde (dir.), 2002, p. 39).

8. Du reste É. Hobsbawn rend au passage hommage au catalanisme qui « [a] enregistré une réussite beaucoup plus spectaculaire dans l'assimilation des immigrants (essentiellement ouvriers) dans son pays que le mouvement basque » (Hobsbawn, 1992, p. 180).

met c'est en définitive vers le premier modèle qu'est souvent attiré idéologiquement le deuxième (Hermet, 1996, p. 286)⁹.

Il est donc largement question ici de la construction et des manifestations de représentations identitaires des langues concernées par la revendication militante ou la politique institutionnelle nationalistes. Ainsi Viviane Müller analyse, au travers d'une péripétie du conflit ouvert entre communautés catholique et protestante d'Irlande du Nord, la visibilité emblématique du gaélique à Belfast : la langue originelle des Irlandais, restaurée au cours des années 1970 qui ont vu se développer les luttes des nationalistes, est devenue un marqueur symbolique de territoire.

Si la langue gaélique n'est que l'une des « ressources de la communauté catholique minoritaire » que les nationalistes ont investies d'une fonction identitaire, il n'en va pas exactement de même dans d'autres cas de figure du nationalisme où la langue nationale est le moteur essentiel du positionnement nationaliste. Il s'agit du nationalisme linguistique dont il a été question en ouverture de cette présentation, dans lequel le rapport entre langue et nation est, on l'a dit, de nature consubstantielle. On en trouve un exemple éclatant en Catalogne, dont traite la contribution de H. Boyer. En effet, pour le nationalisme catalan qui n'a cessé de s'affirmer au cours du 20^e siècle, et a conquis en fin de siècle les rênes du pouvoir autonome à Barcelone pour plus de deux décennies, la langue catalane est le trait différenciateur nodal de la nation catalane et le support de la représentation identitaire centrale dans l'idéologie nationaliste. La politique linguistique conduite par les nationalistes au pouvoir a suscité un vaste interdiscours dont il est question dans cette contribution. Cet interdiscours a contribué à étoffer, au travers de plusieurs polémiques, le contenu représentationnel du nationalisme en vigueur pour en faire un élément décisif de la vie communautaire.

*Malgré la proximité géographique et sociolinguistique, la renaissance d'oc portée par le Félibrige, qu'étudie dans ses discours autorisés Philippe Martel est nettement en retrait par rapport à la renaixença catalane qui, elle, devait accoucher d'un authentique nationalisme politique autour de la revendication linguistique-culturelle. Même si le mot *naciounalita* a pu être utilisé par Mistral et ses compagnons, cette contribution montre bien que le mouvement félibréen n'est guère allé au-delà d'une conception patrimoniale du provençal et s'est arrêté « au stade d'un régionalisme purement littéraire ».*

9. La question de la langue étant d'une telle prégnance dans tout nationalisme, on peut tout autant observer des phénomènes de focalisation pure et dure sur le linguistique, comme en France, pourtant fondatrice du premier modèle, avec la construction idéologique de l'unilinguisme (Boyer, 2003, p. 49-57) ou dans l'espace yougoslave avec des problèmes d'ordre glossonymique (Garde, 1996; Sériot, 1997; Djordjevic, 2002).

Un cas particulier d'aménagement linguistique inspiré par le nationalisme linguistique, dans sa variante scripturale, peut être observé en Europe centrale et orientale. C'est de cette observation que rend compte Ksenija Djordjevic, d'abord à propos de l'espace yougoslave, ensuite à propos d'autres États ayant appartenu à l'empire soviétique. Cette contribution montre avec précision comment des choix de politique linguistique en faveur de tel ou tel système d'écriture (en particulier alphabet latin ou alphabet cyrillique) s'inscrivent dans des reconfigurations géostratégiques qui s'accompagnent de reconfigurations sociolinguistiques fortement soumises à la représentation identitaire de la langue des communautés concernées, sur laquelle s'appuient les nationalismes au pouvoir.

Le statut de la langue au sein du mouvement nationaliste basque, analysé dans son évolution par Lionel Joly, présente un cas de figure original, sûrement tributaire, pour une large part, de la réalité sociolinguistique de la langue basque l'euskera. Certes « la langue a toujours été au Pays Basque le facteur définitoire de la communauté » : en euskera, un Basque est nommé euskaldun (« celui qui sait l'euskera »). C'est cependant la référence prioritaire à la race qu'on trouve dans le premier nationalisme basque, celui des frères Arana, à la fin du 19^e siècle. Par la suite, au 20^e siècle, la langue sera considérée comme l'« expression suprême de la nation », même si aujourd'hui il n'y a pas de positionnement unique au sein de la mouvance nationaliste basque quant à la fonction attribuée à l'euskera.

Les deux chroniques qui complètent ce dossier « Langue(s) et nationalisme(s) », font état d'observations qui doivent être considérées comme des prises de position engagées, sur la base d'un vécu collectif : à propos de la politique linguistique nationaliste conduite en Lettonie durant la période qui a suivi l'accès de cette République balte à l'indépendance (Sergueï Panov) ; à propos du traitement du berbère, ancêtre linguistique « sacrifié »¹⁰ sur l'autel du nationalisme algérien (Jamel Zenati).

La chronique de Maurice Tournier « Des mots en politique » ainsi que les comptes rendus mêlent leur voix à ce débat. Cette livraison de Mots accueille dans la rubrique « Méthodes » une contribution de Pierre Zweigenbaum et Benoît Habert (« Accès mesurés aux sens »), et en « Varia » un article d'analyse argumentologique de Raphaël Micheli à propos du débat historique concernant l'abolition de la peine de mort en France.

Henri Boyer

10. Voir l'ouvrage du sociologue Mohand Khellil, *La Kabylie ou l'Ancêtre sacrifié*, Paris, L'Harmattan, 1984.

Bibliographie

- BAGGIONI D., 1997, *Langues et nations en Europe*, Paris, Payot et Rivages.
- BERAMENDI X. G., 1998, «Identidade, etnicidade e Estado na Espanha contemporânea», *Grial*, n° 138.
- BOYER H., LAGARDE CH. (dir.), 2002, *L'Espagne et ses langues. Un modèle écolinguistique ?*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER H., 1991, *Langues en conflit*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER H., 2003, *De l'autre côté du discours. Recherches sur le fonctionnement des représentations communautaires*, Paris, L'Harmattan.
- CRÉPON M., 2001, «Ce qu'on demande aux langues (autour du monolinguisme de l'autre)», *Raisons politiques*, n° 2, nouvelle série «La République des langues».
- DJVORJEVIC K., 2002, «Le rapport complexe entre langue et nation. L'exemple de l'espace yougoslave», *Lengas*, n° 5.
- GARDE P., 1996, «Langue et nation : le cas serbe, croate et bosniaque», dans Sériot P. (éd.), 1996.
- GARDE P., 2004, «Le polycentrisme autour de la Méditerranée», dans H. Boyer (éd.), *Langues et contacts de langues dans l'aire méditerranéenne*, à paraître chez L'Harmattan.
- HERMET G., 1996, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil.
- HOBSBAWN É., 1992, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard.
- LACOSTE Y., (1998), «La question de l'Espagne», *Hérodote*, n° 91.
- MÁIZ R., 1998, «A reconstrução técnica do nacionalismo e as demandas políticas da democracia», *Grial*, n° 138.
- REBOUL O., 1980, *Langage et idéologie*, Paris, PUF.
- SCHLIEBEN-LANGE B., 1996, *Idéologie, Révolution et uniformité de la langue*, Liège, Mardaga.
- SÉRIOT P. (éd.), 1996, *Langue et nation en Europe centrale et orientale du XVIII^e siècle à nos jours*, *Cahiers de l'ILSL*, n° 8 et *Linx*, Université de Lausanne.
- SÉRIOT P., 1997, «Faut-il que les langues aient un nom? Le cas du macédonien», dans A. Tabouret-Keller (éd.), *Les noms des langues I. Les enjeux de la nomination des langues*, Louvain-la-neuve, Peeters.
- TABOURET-KELLER A., 1996, «Le mot *Volk* dans la presse à destination des maîtres d'écoles primaires des populations allemandes à l'étranger (*Auslandsdeutsche Volksschule*) entre 1890 et 1939», dans Sériot P. (éd.), 1996.